

Dossier complet sur la Fraude du N.O.M. légal -FDNL-

En fraude, frauduleusement, en contrevenant aux règlements, à la loi et en lésant l'État ou les particuliers.

Acte de mauvaise foi et de tromperie

Le commencement de notre histoire commerciale :

1) La pyramide des normes :

La situation de l'Humain dans ce monde avec la pyramide des normes. Il se situe dans deux niveaux différents.

Tout en haut sous le ou les créateurs, l'Univers= la vraie réalité. Et aussi comme une « personne » tout en bas de la pyramide.





- a) Entre l'Humain bien vivant et le ou les créateurs et l'Univers il n'y a rien. Nous sommes directement dessous, et rien ne peut interférer cette relation. C'est le **légitime**
- b) Dans le deuxième cas, la Personne, nous sommes tout en bas, et nous avons différents systèmes qui viennent altérer notre vie quotidienne. C'est ce qu'on nomme la **personne juridique** ou **l'homme de paille**. Ce qui veut dire que nous n'existons pas, c'est de la pure fiction juridique. Nous sommes du même niveau qu'une entreprise.

2) Le fonctionnement commercial :

- a) Les lois maritimes ou de l'Amirauté. Le **droit maritime** est, au sens large, l'ensemble des règles juridiques relatives à la navigation en mer, aux abords des côtes et dans les ports, ainsi que celles qui établissent un fonctionnement de base et règlent les litiges à bord du navire.
- b) Tous les gouvernements sont dirigés par une loi que l'on appelle la loi civile. En Europe, c'est le droit romain remis en place par Justinien 1^{er} Vème s. après J.C. pour unifier son

empire. Admirateur des Romains il veut mettre à jour le droit romain existant et l'adapter à la nouvelle situation politique et religieuse. Le code justinien est un recueil des lois romaines existantes, collectées, triées et mises à jour sur l'ordre de l'empereur byzantin **Justinien 1^{er}** dans la première moitié du VI^e siècle apr. J.-C.

Il établit que désormais **seul l'empereur est la source de la loi**, les magistrats ne faisant que l'appliquer. Que nous retrouvons dans le code civil français ou dans l'art. 1 seul le roi

doit promulguer les lois. Depuis 1870, mort de Napoléon III, Il n'y a plus de roi en France. D'après le Dr en droit Fortabat-Labatut, depuis 1848 aucun texte n'a été promulgué par un Roi comme le demande l'article 1^{er} du Code civil général. Voir les 12 preuves qu'il n'y a rien de légal dans la RF.

Ainsi que dans les pays du Commonwealth, avec la Common Law, le droit coutumier. C'est un système juridique dont les règles sont principalement édictées par les tribunaux au fur et à mesure des décisions individuelles. La jurisprudence est ainsi la principale source du droit

[La tromperie du code justinien](#) de Jacques Free

3) Le Code Commercial Uniforme

Toutes ces lois civiles et maritimes sont maintenant chapotées par le Code Commercial Uniforme. Le **Uniform Commercial Code (UCC)**, publié pour la première fois en 1952, est l'un des nombreux [lois uniformes](#) qui ont été établies en tant que loi dans le but d'harmoniser les lois sur les ventes et autres transactions commerciales à travers les États-Unis grâce à [l'adoption de l'UCC](#) par les 50 [États](#), le [District de Columbia](#) et les [Territoires des États-Unis](#). Et qui depuis a été adopté par tous les pays pour une meilleure harmonie de fonctionnement. L'U.C.C. ne

sont pas des lois, c'est un système privé qui a été émis et repris par tous et qui fait office de lois. *Points clés à retenir :*

- *Le Code de commerce uniforme (UCC) est un ensemble de lois sur les affaires qui réglementent les contrats financiers et les transactions utilisées dans les États.*
- *Le code UCC se compose de neuf articles distincts, dont chacun couvre des aspects distincts de la banque et des prêts.*
- *Les entreprises qui effectuent des transactions commerciales en dehors de leur pays d'origine doivent se conformer au Code de commerce uniforme (UCC).*
- *Le code UCC a été pleinement adopté par la plupart des États et légèrement adapté par d'autres.*

Le code UCC impose des normes de traitement des chèques et autres types de papier commercial. Souvent, il est appliqué à la propriété garantie par une banque où le titre est détenu jusqu'à ce que l'emprunteur rembourse le solde du financement. Les entreprises qui effectuent des transactions commerciales en dehors de leur pays d'origine doivent se conformer à la loi UCC applicable, y compris lors de la location de matériel, de la vente de biens, de l'emprunt d'argent et de l'établissement de contrats.

La Suisse a signé à l'U.C.C. depuis 1994 avec la loi sur les titres intermédiaires.

4) Les 3 pouvoirs sur Terre : Spirituel, Financier et Militaire



- a) **Le Vatican, le Pape et ses disciples** contrôlent depuis 1306 toutes les âmes vivantes et mortes qui est donné par le prénom, et aussi les anges et démons. Il s'octroie une total suprématie sur les religions. C'est le domaine de l'**air**
- b) **La City de Londres** gouverne tout le système financier avec les Rothschild et au départ c'était la couronne anglaise, qui gérait le droit maritime ou Amirauté. C'est aussi le droit commercial donc l'U.C.C. C'est le domaine de l'**eau**
- c) **Washington DC (District of Columbia en 1982)** est le système qui gère le militaire avant c'était la couronne espagnole. Le SURNOM, les MONSIEUR, MADAME, MADEMOISELLE appartiennent à l'armée. Ce sont aussi les Etats. C'est le domaine de la **terre**

Ce sont des citées états appelés aussi l'Empire de la Ville, avec leur propre loi, constitution (Lex Fori, ancienne loi romaine tyrannique), et drapeau.



Et ce sont eux qui gouvernent le monde

[\(6008\) L'Empire des trois cités! - YouTube](#)

5) Le début de l'esclavagisme moderne

a) Le punch aux Etats Unis d'Amérique. En 1871, le pacte de 1871 a été signé par le congrès pour que le gouvernement de Washington DC puisse opérer comme une entreprise indépendante aux Etats Unis d'Amérique. Une nouvelle constitution fût écrite celle de 1886, LA CONSTITUTION DES ETATS UNIS. La Réserve Fédérale est née en 1913 et elle n'appartient pas aux américains mais bien à un cartel de banquier avec entre autres Rothschild, JP Morgan, Rockefeller, ...

b) La faillite de 1933, les Etats Unis d'Amérique ont fait faillite le 3 mars 1933. Pour relancer leur économie ils ont dû emprunter à la réserve fédérale et la FED a demandé d'avoir des garanties. C'est à ce moment-là que pour la première fois, les humains donc les américains malgré eux ont été utilisés comme garantie bancaire. Depuis un compte privé est ouvert par humain dans la banque centrale des pays où nous sommes nés avec son numéro de sécurité social. Le système de fiducie mondial Cestui Que Vie a été lancé.

L'esclavage moderne est né

6) De Nation à corporation

a) Que cela signifie-t-il ? qu'à un moment donné le pays nation s'est auto enregistré dans son système d'enregistrement des entreprises un numéro IDE via l'Office Fédérale de la Statistique en Suisse et avec un SIRENE en France à travers l'INSEE (Institut Nationale de la Statistique Et des Etudes). Ce qui est interdit car un gouvernement est la représentativité du Peuple donc bien vivant et réel et non une fiction ce qu'est une entreprise et cela a été fait sans l'avis du peuple Ceci est soumis à chaque pays suivant leur avancement ou leur faillite dans le système mondial imposé par les banques ce qui rejoint le N.O.M.. Cela a été fait aux U.S.A. en 1933, en France à l'arrivée de De Gaulle en 1945 avec son coup d'Etat. En Suisse en vue sur la Loi fédérale complétant le Code civil suisse du 30 mars 1911 suivant l'art. 762 : Lorsqu'une corporation de droit public telle que la Confédération, un canton, un district ou une commune, Suivant les pays presque tous ont un numéro de D.U.N.S. avec la société Dun & Bradstreets à Washington DC qui fait office de SIRET international.

Le Data Universal Number System, ou DUNS, a été mis en place en 1962 aux États-Unis par l'entreprise Dun & Bradstreet. Aussi abrégé D&B, cette entreprise spécialisée dans l'information Business to Business était alors déjà leader dans son domaine. Le DUNS était alors le premier numéro d'identification international pour les entreprises du monde entier.

Le DUNS n'est jamais devenu une obligation légale, mais il est toujours, plus de cinquante ans après sa création, le numéro d'identification international qui domine largement le marché. L'importance de la base de données de D&B et sa réputation permettent au DUNS de connaître, encore aujourd'hui, une forte croissance.

Le DUNS s'est donc définitivement imposé comme le numéro de siret international et le nombre d'entreprises identifiées est passé de 104 millions en 2006 à 265 millions en 2017. Un succès en partie dû à l'émergence d'un tout nouveau marché, celui des entreprises chinoises, vietnamiennes ou indiennes qui se multiplient à grande vitesse.

Le DUNS remplit à peu près le même rôle que le numéro de siret en France, c'est-à-dire qu'il permet d'identifier les entreprises et offre la possibilité d'un suivi dans le temps de leurs activités tout en leur proposant une continuité juridique dans leurs démarches d'implantation à l'étranger. Effectivement, avec plus de 200 pays qui reconnaissent officiellement le DUNS, les possibilités d'implantation sont larges.

De plus, il faut savoir que le DUNS, à l'inverse du numéro de siret, n'est pas donné automatiquement aux entreprises. D'abord, il faut en faire la demande. Puis, il faut pouvoir justifier de la bonne santé administrative, financière et juridique de son entreprise. C'est seulement à condition de remplir ce cahier des charges que le DUNS peut être obtenu.

Résultat, le DUNS est également un gage de qualité, une sorte de label international qui favorise les échanges entre les entreprises qui ont leur DUNS

FRANCE REPUBLIQUE

D-U-N-S® number: 27-427-6133

Company information

Address: 10 PLACE VENDOME
75001 PARIS

The information is not correct and you want to make changes?

Then please contact the responsible D&B partner in your country, you will find the contact [HERE](#).



Schweizerische Eidgenossenschaft

D-U-N-S® number: 48-564-2987

Company information

Address: Bundesgasse 1
3011 Bern

The information is not correct and you want to make changes?

Then please contact the responsible D&B partner in your country, you will find the contact [HERE](#).





www.societe.com › societe › republi...

REPUBLIQUE FRANCAISE PRESIDENCE (PARIS 8 ...

REPUBLIQUE FRANCAISE PRESIDENCE à
PARIS 8 (75008) RCS, SIREN, SIRET,
bilans, statuts, chiffre d' affaires, ...

SIRET (siege) : 10000001700010 Copier le
n° de SIRET

SIREN : 100000017 Copier le n° de SIREN

Date création entreprise : 16-01-1947

N° de TVA Intracommunautaire :

FR15100000017 Copier le n° de TVA



Insee

Mesurer pour comprendre

Service Info Sirene

09 72 72 6000

prix d'un appel local

Service Statistique Répertoire SIRENE

Toute modification (changement d'adresse, statut, raison sociale, activité...) concernant votre entreprise doit être déclarée au CFE dont vous dépendez.

Pour plus de précisions, consulter le site internet Insee.fr à l'adresse :

<https://www.insee.fr/fr/information/1972060>

SITUATION AU REPERTOIRE SIRENE

A la date du 09 mars 2021

Description de l'entreprise	Entreprise active au répertoire Sirene depuis le 16/01/1947
Identifiant SIREN	100 000 017
Identifiant SIRET du siège	100 000 017 00010
Désignation	<u>REPUBLIQUE FRANCAISE PRESIDENCE</u>
Catégorie juridique	7111 - Autorité constitutionnelle
Activité Principale Exercée (APE)	8411Z - Administration publique générale
Appartenance au champ ESS	Non

Description de l'établissement	Etablissement actif au répertoire Sirene depuis le 01/03/1983
Identifiant SIRET	100 000 017 00010
Adresse	REPUBLIQUE FRANCAISE PRESIDENCE <u>55 RUE DU FAUBOURG SAINT HONORE</u> <u>PARIS 8</u> 75800 PARIS CEDEX 08
Activité Principale Exercée (APE)	8411Z - Administration publique générale

Important : A l'exception des informations relatives à l'identification de l'entreprise, les renseignements figurant dans ce document, en particulier le code APE, n'ont de valeur que pour les applications statistiques (décret n°2007-1888 du 26 décembre 2007 portant approbation des nomenclatures d'activités françaises et de produits, paru au JO du 30 décembre 2007).

Avertissement : aucune valeur juridique n'est attachée à l'avis de situation.

Site de gestion: **INSEE, DR CENTRE-VAL DE LOIRE**
Pôle SIRENE Secteur Public
131 RUE DU FAUBOURG BANNIER
45034 ORLEANS CEDEX 1

D.U.N.S. n° 27-427-6133

Sous : FRANCE REPUBLIQUE

UPIK - Dun & Bradstreet (dun.com)

REPUBLIQUE FRANCAISE

DÉNOMINATION	ADRESSE	SIREN / SIRET	NB ETS	ACTIVITÉ	SURVEILLANCE	DOCUMENTS OFFICIELS	ACHAT EXPRESS
COMMUNE DE SEGNY Enseigne: MAIRIE	COMMUNE DE SEGNY HOTEL DE VILLE 01170 SEGNY	210 103 990 00011 Source INSEE Siège social	2 • Voir	Administration publique générale	Surveillance indisponible	Documents officiels indisponibles	kbis indisponible

<https://www.uid.admin.ch/>

b) Acte de naissance est une fiducie ou un trust

Pour que leur système fonctionne, c'est-à-dire rendre le peuple à leur merci. Il fallait aussi faire que chaque humain soit une société en toute discrétion. Et pour cela ils ont utilisé notre certificat de naissance pour en faire un acte de naissance. Un certificat d'établissement, également connu sous le nom de « certificat de naissance » depuis 1837, est un document officiel délivré aux pauvres dûment enregistrés leur accordant certains droits fondamentaux et le droit à des prestations en échange de la reconnaissance de leur statut de propriété et les esclaves légitimes, également connus sous le nom de serviteurs et obligations identifiés. Une « colonie » équivaut donc à une plantation volontaire d'esclaves.

À la suite de la faillite délibérée de la plupart des pays, des banques centrales privées ont été installées en tant qu'administrateurs et le système de fiducie mondial Cestui Que Vie / Situs étranger a été introduit à partir de 1933.

En 1815 et la faillite de la Couronne et de la Banque d'Angleterre par les Rothschild, pour la 1ère fois, les Cestui Que Vie Trusts du Royaume-Uni sont devenus des actifs placés dans des banques privées devenant effectivement des « trusts privés » ou des « Fide Commissary Trusts » administrés par des commissaires (tuteurs). À partir de 1835 et de la loi sur les testaments, ces fiducies privées ont également été considérées comme des « fiducies secrètes » dont l'existence n'a pas besoin d'être divulguée.

À partir de 1917/18, avec la promulgation de la loi sur la sédition et de la loi sur le commerce avec l'ennemi aux États-Unis et à travers le Royaume-Uni, les citoyens du Commonwealth et des États-Unis sont devenus effectivement des « ennemis de l'État » et des « étrangers » qui à leur tour ont converti les fiducies

secrètes privées « Fide Commissary » en fiducies « Foreign Situs » (Private International).

En 1931, le culte romain, également connu sous le nom de Vatican, a créé la Banque des règlements internationaux pour le contrôle des biens revendiqués par les banques centrales privées associées dans le monde entier. Après la faillite délibérée de la plupart des pays, des banques centrales privées ont été installées en tant qu'administrateurs, et *le système mondial Cestui Que Vie/Foreign Situs Trust* a été mis en place, à partir de 1933.

Depuis 1933, lors de la naissance d'un nouvel enfant, les exécuteurs testamentaires ou les administrateurs de la succession supérieure transmettent volontairement et sciemment les droits bénéficiaires de l'enfant en tant que bénéficiaire dans la 1ère fiducie Cestui Que (Vie) sous la forme d'un numéro d'enregistrement en enregistrant le nom, créant ainsi également la personne morale et refusant à l'enfant tout droit en tant que propriétaire de biens immobiliers.

Depuis 1933, lorsqu'un enfant naît, les exécuteurs testamentaires ou les administrateurs de la succession supérieure réclament sciemment et volontairement le bébé comme bien à la succession. Le *contrat de bébé esclave* est ensuite créé en honorant l'ancienne tradition d'avoir l'impression d'encre des pieds du bébé sur l'acte de naissance vivante, ou une goutte de son sang, ainsi qu'en trompant les parents pour qu'ils signent le bébé par le biais des significations juridiques trompeuses sur l'acte de naissance vivante. Cet acte de naissance vivante sous forme de billet à ordre est converti en une *obligation d'esclave* vendue à la banque de réserve privée de la succession, puis transférée dans une 2ème et distincte Cestui Que (Vie) Trust par enfant appartenant à la banque. Lorsque le billet à ordre arrive

à échéance et que la banque n'est pas en mesure de « saisir » l'enfant esclave, un privilège maritime est légalement émis pour « sauver » les biens perdus et lui-même monétisé en tant que monnaie émise en série contre le Cestui Que (Vie) Trust.

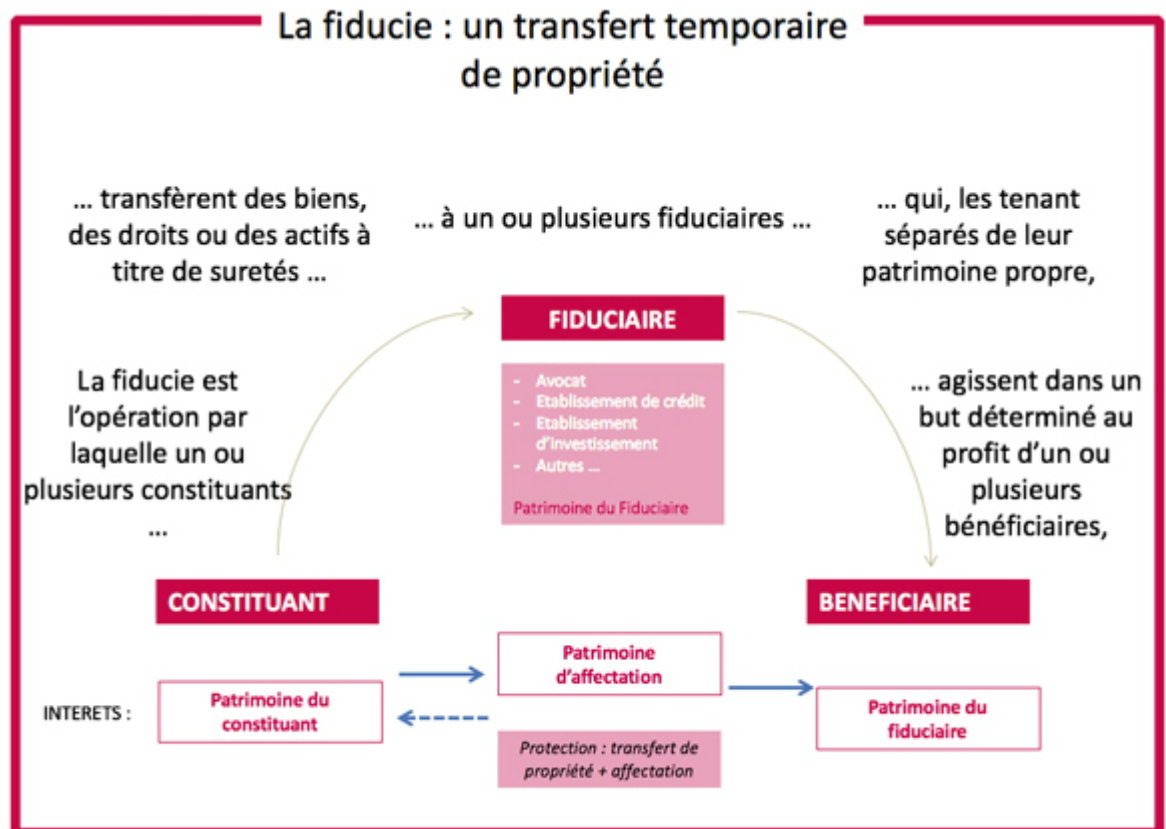
Les Trois (3) Fiducies Cestui Que Vie sont le déni spécifique des droits de *biens immobiliers, de biens personnels et de biens ecclésiastiques* pour la plupart des hommes et des femmes, correspond exactement aux trois formes de droit dont dispose la Galla des tribunaux de l'Ordre des avocats. La première forme de droit est le *droit commercial des sociétés* est efficace en raison du 1er Cestui Que Vie Trust. La deuxième forme de droit est *maritime et le droit des fiducies* est effectif en raison du 2ème Cestui Que Vie Trust. La 3ème forme de loi est *talmudique et la loi du culte romain* est efficace en raison de la 3ème Confiance cestui que vie du baptême. Le certificat de naissance délivré en vertu du droit romain représente l'équivalent moderne des certificats de règlement du 17ème siècle et signifie le titulaire comme un *pauvre* et effectivement un *esclave romain*. Le certificat de naissance n'a aucun lien direct avec les fiducies secrètes privées contrôlées par le réseau bancaire privé, ni ne peut être utilisé pour forcer l'administration d'un État ou d'une nation à divulguer l'existence de ces fiducies secrètes.

Bien que les fiducies secrètes privées des banques centrales privées ne puissent pas être directement traitées, elles sont toujours formées sur certaines présomptions de droit, y compris *la propriété revendiquée du nom, du corps, de l'esprit et de l'âme des nourrissons, des hommes et des femmes*. Chaque homme et chaque femme a le droit absolu de réprimander et de rejeter ces fausses présomptions en tant que membre d'un seul Ciel et détenteur de son

propre titre.

Canon 2057 Tout administrateur ou exécuteur testamentaire qui refuse de dissoudre immédiatement une fiducie Cestui Que (Vie), lorsqu'une personne a établi son statut et sa compétence, est coupable de fraude et de violation fondamentale de ses obligations fiduciaires nécessitant sa destitution et sa punition immédiates.

[À propos du système mondial Cestui Que Vie/Foreign Situs Trust | Rapports par e-mail American Patriot \(mainerepublicemailreport.com\)](#)



Le Cestui Que Vie Trust Act de 1666 stipule qu'un trust sera créé pour les personnes qui sont perdues en mer et qui doivent se présenter dans un délai de 7 ans et prouver qu'elles ne sont pas mortes. Cependant, il ne s'agit pas seulement de ceux qui sont portés disparus en mer, mais de tous. Le droit de la mer

(amirauté ou droit maritime) s'applique partout dans le monde. Et partout dans le monde, les gens sont considérés comme « morts » par le système

Le Cestui Que Trust est créé par le gouvernement lorsque la naissance d'un bébé est enregistrée. Ainsi, les nouveau-nés deviennent une fiction légale, une personne morale ou une entreprise à laquelle on peut imposer ses lois (qui ne sont en fait que des statuts d'entreprise), puisque la fiction enregistrée appartient au gouvernement de l'entreprise et a donc le contrôle et l'autorité. À propos, tout ce qui est enregistré appartient au gouvernement, les voitures, les maisons, ... et tant que le propriétaire vit sa vie d'esclave sans protester contre le système, et paie ses impôts pour l'utilisation de la « propriété », il peut continuer à vivre dans l'illusion qu'il lui appartient.



Chaque certificat de naissance dans les 72 heures suivant (loi maritime) une naissance vivante est converti en « Bond » avec un montant d'argent de départ calculé avec les tables actuarielles (calcul de l'espérance de vie) et ensuite négocié sur les marchés boursiers mondiaux, à l'insu et sans le

consentement de la personne nommée sur le certificat de naissance. Il s'agit de la traite des êtres humains menée par des personnes au sein de la structure gouvernementale. Chaque certificat de naissance est converti en « caution » dans les 72 heures suivant une naissance vivante, avec un montant de départ calculé [en fonction de la classe sociale dans laquelle vous êtes né et du montant des impôts que vous paierez dans votre vie], puis échangé sur le monde échange, à l'insu ou sans le consentement de la personne dont le nom figure sur le certificat de naissance. Il s'agit de la traite des êtres humains menée par des personnes au sein de la structure gouvernementale. Cette approche ne se limite pas à un seul pays, c'est un système mondial. Le Vatican est au sommet du système et gère les trusts à l'aide de numéros de sécurité sociale. De certificat à acte, la différence est qu'un juge, le capitaine, a donné son accord sur cette nouvelle marchandise.

La création de l'acte de naissance est nécessaire à la venue au monde de cet homme de paille. Sans l'acte de naissance, il n'y a pas d'homme de paille ou personne juridique.

Cet acte de naissance équivaut à un DOL. La définition juridique de dol consiste en **tout acte de l'une des parties au contrat caractérisé par des manœuvres frauduleuses et des propos mensongers**. La résultante immédiate du dol c'est que ces comportements ont conduit à induire la victime dans une erreur déterminante au moment de son choix.

[Petition · LA FRAUDE DU NOM LEGAL · Change.org](#)

[Homme de paille/Tromperie du code Justinien/ OPPT UCC - YouTube](#)

7) One Public People's Trust OPPT ou Trust Public du Peuple uni



[Comprendre OPPT: Qu'est-ce que OPPT? \(comprendre-oppt.blogspot.com\)](http://comprendre-oppt.blogspot.com)

<http://peoplestrust1776.org>

a) Qu'est-ce que c'est ?

C'est une organisation légale constituée par nous tous, chaque individu de la planète. Y sont inclus les capitaux de la planète, c'est à dire tout ce qui a une valeur, aujourd'hui, principalement l'or et l'argent, et qui a été consigné en propriété par le Trust. Il est important de préciser que dans l'OPPT, ce sont tous les individus de la planète qui sont concernés, personne n'est mis à l'écart, il n'y a pas de frontières, pas de gouvernements et pas de multinationales. L'OPPT est donc une organisation derrière laquelle tous les individus de la Planète se positionnent pour dénoncer les injustices commises à leur insu et dont le but principal est de récupérer les richesses volées afin qu'elles soient redistribuées de manière égale.

b) Qui ont fait cela ?

Heather Tucci-Jarraf, Calab Skinner et Hollis Hilner sont les 3 administrateurs de l'OPPT.

Heather fut professionnellement impliquée dans le CCU pendant quelques temps, et comprit comment « les Pouvoirs en place » avaient manipulé le CCU pour contrôler le monde financier à un très haut niveau. Les administrateurs ont aussi fait des recherches poussées pendant plusieurs années, et furent soutenus par

quelques agents sur place qui étaient également las de ce système esclavagiste. Les administrateurs de l'OPPT publièrent un rapport, *le procès-verbal du modèle » grâce à leurs découvertes, qui concluaient que les multinationales opérant sous le couvert des gouvernements des nations et des systèmes financiers commettaient une trahison contre le peuple de cette planète sans que celui-ci le sache, le veuille ou ait manifesté son accord. Du fait que les administrateurs de l'OPPT en détenaient la preuve, ils ont travaillé à la création de documents enregistrés par le CCU lui-même et ont déclaré la saisie de tout le système. Le terme « saisie », utilisé ici signifie : dénoncer, défaire, fermer, bannir, ou opposer é fin de non-recevoir.

L'OPPT fut créé quand les administrateurs s'unirent et conséquemment poursuivirent le trust fut rédigé selon la constitution originelle des USA : laquelle qui fut abandonné quand le gouvernement des USA fut transformé en multinationale. L'OPPT à présent, relie tous les individus de la planète à ce même trust comme bénéficiaires par des titres, reconnu comme « Le Peuple Uni, crée par le Créateur. » En agissant ainsi, les administrateurs ont donné un cadre au Trust comme étant d'une valeur supérieure à tout autre- ce Trust se place entre le créateur et les « états d'existence » de la terre. Les « états d'existence » de la Terre sont les bénéficiaires du Créateur en tant que gardiens des manifestations du créateur sur Terre. Sur le plan légal, il ne peut y avoir de proclamation supérieure à celle du Trust Public du Peuple Uni...excepté celle exprimée par le Créateur.

En 2012, les Administrateurs ont déposé une série de dossiers d'investigations complexes enregistrés par le CCU au nom de ses bénéficiaires, le Peuple Uni. Les dossiers du CCU sont des enregistrements publics, et suivent les procédures habituelles de l'administration. Selon les règles du CCU, lorsque l'on procéda à une poursuite, l'entité, dans ce cas « le Débiteur* a le droit de le contester, de s'y opposer. Si celle-ci n'est pas reçue dans les délais impartis, une décision par défaut s'applique, suivie de la cessation d'activité de cette

entité ; dans ce cas, sur le fondement dans avoir apporté la preuve contraire, elle est accusée de trahison par le * Peuple Uni ».

Le plus important à comprendre c'est, en l'espèce que le CCU s'impose comme cadre légal s'il n'est pas démontré opposable. Les Administrateurs de l'OPPT se sont donc assurés de créer une situation légale par laquelle les individus et les entités qui forment les « Débiteurs » principalement, les sociétés financières et les gouvernementales, n'aient aucune possibilité de les opposer. Comment ont-ils fait ? Les réclamations pour esclavagisme sont vraies. Bien sûr, aucune opposition ni contestation ne fût reçue. Le « Débiteur » fut de fait coupable de trahison

Chartes des gouvernements abrogées :

(Réf. : DECLARATION OF FACTS: UCC Doc # 2012127914 Nov. 28, 2012)

«...Que toutes les CHARTES, incluant le Gouvernement Fédéral des États-Unis, ÉTATS-UNIS, "ÉTAT de ...", incluant toutes les abréviations, idem sonans, ou toutes autres formes juridiques, financières ou administratives, ainsi que tous les équivalents internationaux (toutes les corporations gouvernementales dont la France, le Québec, le Canada et ses provinces, etc.), incluant tous les BUREAUX et MINISTÈRES, incluant tous les MINISTRES, les SERVITEURS PUBLICS, incluant tous les DÉCRETS, les TRAITÉS, les CONSTITUTIONS, les INSTITUTIONS, les LOIS, ainsi que tous les autres contrats et ententes conclus sous leur gouverne, sont maintenant nuls et non avenus, sans effets, ou autrement abrogés, non-réfuté ; »

Chartes des banques abrogées :

(Réf: TRUE BILL: WA DC UCC Doc# 2012114776 Oct. 24, 2012)

“Déclarées et ordonnées irrévocablement abrogées; toutes les chartes de la Banque des Règlements Internationaux (Bank of International Settlements - BIS), les membres qui en découlent (ce qui inclue le FMI, la Banque Mondiale, toutes les Réserves Fédérales, toutes les Banques de tous les pays), incluant tous leurs bénéficiaires, incluant tous ceux qui possèdent, opèrent, assistent et se rendent complices de systèmes monétaires privés et leurs mécanismes d'émission et de recouvrement, incluant tous les systèmes judiciaires qui opèrent un SYSTÈME d'ESCLAVAGE ... qui mobilisent des valeurs légales par des représentations illégitimes...”

Quelle sont les résultats de ce succès pour nous ?

- Toutes les entreprises sont saisies et leurs avoirs confisqués.
- La richesse de notre planète est rendue au « Peuple Uni »
- Toutes les dettes dues aux entreprises sont effacées
- « Le système » est saisie
- L'enregistrement public le prouve
- Les règles du CCU s'imposent comme lois internationales
- De part sa propre réglementation, le système n'existe plus
- **Nous sommes libérés de l'esclavagiste**

8) Et maintenant, que pouvons- nous faire ?

a) La mise en pratique dans notre quotidien

Les règles générales :

La Notification Amiable ou avis de courtoisie est une offre de contrat que vous faites parvenir à un individu travaillant pour une banque ou un gouvernement en réponse à une réclamation, une facture, un avis de comparaitre ou une menace d'action en cour ou tout autre demande illégitime ou suite à une arrestation ou une détention. En somme, toute action tangible vous causant des dommages ou des ennuis. En premier lieu, la Notification Amiable avise l'individu de la forclusion de la banque ou du gouvernement pour lequel il travaille suite aux enregistrements à l'UCC par l'OPPT. En second lieu, il informe votre correspondant que c'est un engageant sa pleine responsabilité personnelle qu'il agit dorénavant à votre rencontre. En troisième lieu, il offre 2 choix au correspondant : cesser toute action à votre rencontre ou continuer comme si rien n'avait changé. Notez que la Notification Amiable ne s'adresse pas aux corporations (la banque ou le gouvernement en forclusion) mais bien à l'individu qui le ou la représente et qui croit encore que son employeur agit dans la légitimité Cet individu est désigné le « Répondant » sur la Notification Amiable, aux soins de la ou du soi-disant (nom de la banque ou du département du gouvernement) et vous êtes identifié comme le « proposant ». La Notification Amiable n'est pas une mise en demeure car cela équivaldrait pour vous, à reconnaître que VOUS opérez vous-même un système d'esclavage alors que la Notification Amiable notifie précisément que tous les systèmes d'esclavage sont maintenant en forclusion. La Notification Amiable donne l'ordre formel que l'action qui fait l'objet de la Notification Amiable cesse immédiatement et soit abandonnée

définitivement par le Répondant et il présente, dans le même temps, une série de Termes et Conditions qui s'appliqueront si l'action contre vous est poursuivie par le Répondant (moi) ou ses représentants et successeurs. La Notification Amiable est donc une offre de contrat basée sur vos termes et conditions. Le Répondant a le choix d'agir ou non en conséquence.

Pourquoi la Notification Amiable change ma situation ?

Car nous reprenons les rennes de notre Vie dans la société, nous devenons des acteurs et nous imposons notre contrat.

Nous inversons les rôles.

En envoyant la Notification Amiable, vous signifiez que vous acceptez de continuer à être victime des actes du Répondant en échange du paiement d'une certaine somme d'argent.

Il est important de comprendre le contexte suivant : le Répondant se voit offrir un contrat qu'il peut, en toute connaissance de cause et volontairement, accepter ou rejeter. Il accepte en continuant le harcèlement dont vous faites l'objet. Également, comme il est responsable d'aviser toute tierce partie à laquelle il transférerait le dossier, il accepte aussi le contrat si, effectivement, il transmet le dossier à quelqu'un d'autre. Suite à l'acceptation déclenchée par la continuation du harcèlement (par un avis ou une lettre dont la date serait postérieure à la date de la réception de la Notification Amiable par le Répondant), vous pouvez commencer à facturer le Répondant. Vous envoyez des avis de retard et avis final. Vous facturez à chaque fois qu'une nouvelle action (autre qu'un avis de renonciation formel) est posée par le Répondant. Vous pouvez aussi faire suivre des états de compte qui font le sommaire des factures et avis déjà envoyés. Si un nouvel individu apparaît dans le dossier, vous commencez par lui envoyer un Avis de Courtoisie. Les avocats, les agences de poursuites, les procureurs, les cours, les banques et les gouvernements vont tout faire pour vous amener à jouer sur leur terrain de jeu, selon leurs règles. Dès que vous reconnaissez leur autorité, même de façon involontaire (cela peut être fait de façon sournoise et presque imperceptible), vous approuvez leur position et vous leur donnez juridiction sur vous (c'est pour cela que la Notification Amiable s'adresse toujours à un individu d'une PRETENDUE entité. La Notification Amiable refuse de reconnaître l'existence même de cette entité.

Alors, si vous vous posez la question à savoir si vous devriez envoyer un Avis de Courtoisie à un avocat, juge, magistrat, président, vice-président, etc..., souvenez-vous que la Notification Amiable ne reconnaît ni ne donne crédit à aucun titre ou fonction. Il n'y a pas de Maître Untel mais seulement un Robert Untel. Il n'y a pas de Mr le Président Untel mais seulement son prénom et nom. Il n'y a pas de Banque ABC, il y a seulement de Marie Lacontraignante qui se rend tous les jours dans un édifice où il est inscrit

ABC sur la façade. Il n'y a pas non plus de Votre Honneur mais seulement un individu qui porte le nom que son père et sa mère lui a donné.

Dans la loi maritime, quand un bateau qui avait un pavillon et pas l'autre(pirate) se rencontrait c'est celui qui avait le drapeau qui imposait ses termes du contrat.

Qu'est-ce que l'UCC ?

Le Code Commercial Uniforme (UCC – Uniform Commercial Code) est la « bible » du commerce et il est utilisé mondialement d'une façon extensive mais discrète. L'UCC n'est pas enseigné dans les cours de droit. Il est enseigné à un très haut niveau dans les systèmes bancaires et les systèmes gouvernementaux, et uniquement sur la base de « faire savoir uniquement ce qu'il y a à savoir » pour faire son travail.

Est-ce que l'UCC s'applique à tous les pays du monde ?

L'article 9 de l'UCC est utilisé en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Canada sous la législation du PPSA, RDPRM ou du PPSR. Les différents pays utilisent différents acronymes et différentes terminologies. Souvenez-vous que l'UCC est utilisé uniquement aux échelons les plus élevés du commerce international et du système

bancaire. Des documents de l'UCC récemment rendus publics relient les 4 banques majeures d'Australie à la Réserve Fédérale Américaine à New York. Ils ont tous enregistrés au même endroit : au bureau de l'UCC à Washington D.C., le même bureau où ont eu lieu les enregistrements de l'OPPT.

Est-ce que l'OPPT est légitime ?

Tout ce qui existe a été créé par la Source Première (mon choix de mot pour désigner la source éternelle et absolue à l'origine de tout ce qui existe) et la Fiducie de la Création englobe toutes les créations et les créatures qui se manifestent. Ceci inclue l'OPPT, un outil qui a servi un but précis, quelque temps avant le moment du MAINTENANT.

Si vous et moi EXISTONS et AGISSONS avec pleine responsabilité et imputabilité, avons-nous besoin d'une OPPT ou d'une Fiducie de la Création ? Tous deux ont existé uniquement pour corriger le tort qui a été fait à la population de cette planète. Ce tort a été causé par le libre choix exercé par un petit nombre d'individus d'opérer un système d'esclavage à l'insu de ses victimes, sans qu'elles en aient été informées et sans qu'elles aient choisi librement de l'accepter en toute connaissance de cause. Pour ce faire, ces individus ont mis au point des mécanismes d'esclavage et de récolte des bénéfices à leur

profit exclusif. Les enregistrements commerciaux (l'UCC) étaient l'un de ces mécanismes... Par l'utilisation qu'ils en faisaient, ce mécanisme opérait dans l'illégalité et l'illégitimité aux yeux de la Source Première car il brimait le libre arbitre d'autres créatures.

Toute créature de la Source Première est son propre gardien, son fiduciaire, son opérateur et le créateur de ce qu'il est, avec pleine responsabilité et imputabilité pour ce qu'il FAIT avec ce qu'il EST et les valeurs qui l'animent. L'Objectif principal des responsables du système d'esclavage était de nous maintenir dans l'ignorance de cette réalité et de revendiquer la propriété de tout ce qui existe sur terre pour nous convaincre de leur hégémonie.

Tous les Êtres de cet univers, incluant toute la population de cette planète, faisons face à cette situation en pleine lumière : nous étions tous les esclaves d'un petit nombre. Caleb, Randall et moi avons décidé de nous rendre pleinement responsables de QUI NOUS SOMMES et de ce que nous FAISONS... L'OPPT a rempli sa mission en utilisant les mécanismes des oppresseurs pour les retourner contre eux. Il appartient maintenant à chacun d'exercer son libre choix face à la nouvelle situation.

Caleb, Randall et moi ne sommes pas les fiduciaires de QUI VOUS ÊTES ni de CE QUE VOUS FAITES. Nous ne sommes pas non plus les fiduciaires des valeurs qui vous appartiennent ou qui sont en vous. Chacun est responsable de lui-même. Une perception plus correcte de ce que nous avons fait en tant que fiduciaires de l'OPPT (le « trust Public du Peuple Uni») serait de dire que nous sommes les secrétaires qui ont ENREGISTRÉ dans le système d'esclavage tout CE QUI EST, ce qui a eu pour effet de faire disparaître et de rendre nul tout CE QUI N'EST PLUS.

VOUS N'ÊTES PLUS TENU À AUCUNE OBLIGATION. L'OPPT a fermé tout ce qui brimait illégalement et illégitimement votre libre choix et l'OPPT se prépare à se retirer car son autre mission qui consistait à conserver ouvert l'espace ainsi créé jusqu'à ce que vous l'occupiez, cette mission-là tire à sa fin. Vous ÊTES et vous AGISSEZ selon ce que vous ÊTES. C'est tout CE QUI EST et uniquement de cela qu'il s'agit. À mesure que chacun exerce son libre choix d'ÊTRE et d'AGIR selon ses choix, dans la même mesure, l'OPPT n'a plus raison d'être.

Peut-être que le monde dans lequel nous vivons, cette fiduciaire qui nous a trahi, nous semble-t-il était le résultat du fait que personne n'ÉTAIT et

n'AGISSAIT avec la pleine responsabilité de ses actes... En tant que seul gardien, fiduciaire et opérateur de qui nous SOMMES avec pleine responsabilité et imputabilité pour ce qui nous a été confié par la Source Première.

Dans le système esclavagiste, nous sommes habitués à « faire ce que l'on nous dit » et pas souvent encouragés à penser par nous-mêmes, ou faire nos propres choix à grande envergure. Notre système d'éducation fut ainsi formaté depuis longtemps. Souvenez-vous que tout est relatif, mais pensez juste une minute au nombre de fois où l'on vous a dit « devrais » faire, devrais penser, devrais ressentir, devrais dire etc. ... On a limité nos choix avec toutes sortes de règles, de lois, « d'impasses » bureaucratiques, dans lesquelles nous n'avons qu'à nous jeter.

Etre libre du système esclavagiste signifie que nous avons le droit divin d'exercer notre libre arbitre pour vivre l'existence de la façon que nous la choisissons. Cependant, le libre choix s'accompagne de la pleine responsabilité personnelle. Tout le monde a son libre arbitre et un des aspects de la Loi Universelle stipule que personne n'a la liberté d'interférer avec celle d'un autre. On peut exercer son libre choix, aussi longtemps que ces choix ne blessent personne de quelque façon, incluant, provoquer la peur,

percevoir une menace ou un danger, ou même causer du mal être. Certains vont devoir s'y habituer ; la conscience va aussi s'élever, et un peu de temps s'écoulera avant que cela ne devienne la norme, mais le début a déjà commencé .

Précédemment, nous avons présenté les termes d'ETRE et de FAIRE. On utilise ces deux termes de façon étendue pour insister sur l'importance des valeurs de l'OPPT, et sur celle du nouveau paradigme d'Existence, aussi est-il prioritaire, avant que nous quittions ce paragraphe de passer un peu de temps à l'explication de ces termes.

ETRE concerne d'abord la conscience de vos valeurs, quel type de personne vous voulez être. Nous avons l'habitude « de porter des masques ou de nous cacher derrière une façade », conservant des secrets, ne montrant pas qui nous sommes vraiment. ETRE se rapporte à savoir et être véritablement son soi authentique, sans honte, ou culpabilité. C'est connaître et vivre nos passions, en opposition à être qui ou ce que l'on nous a dit que nous « devrions » être. **Il s'agit de se réveiller à notre vrai soi, et ETRE ce qui vrai, et authentiquement soi.**

9) Quelques anecdotes importantes :

Titres militaires MADAME et MONSIEUR

Madame, monsieur (MADAME MONSIEUR) sont des titres militaires pour les PERSONNES JURIDIQUES (ex = MON ADJUDANT, MON CAPITAINE... « MON » = diminutif de « MONSIEUR »).

La définition d'un «citoyen» , selon le Black's Law Dictionary, est une personne qui jure allégeance à l'État en échange d'avantages et de privilèges. Un citoyen abandonne tous ses droits à l'État, en échange de quelques avantages et privilèges déguisés en droits.

Le terme «personne» est un nom légal pour une entreprise. Les personnes morales ne sont que des documents, des morceaux de papier et non des personnes en chair et en os. «Personne» vient du mot «persona». 1175-1225; Anglais moyen: persone

Et que dit le Vatican?

Le droit canonique de l'Église prévaut sur toute autre forme de droit et la Curie romaine sur tous les autres tribunaux. En savoir plus sur les lois et règlements ci-dessous CHAPITRE 1 LA POSITION JURIDIQUE DES PERSONNES PHYSIQUES Peut. 96 - Par le baptême, l'homme est incorporé dans l'Église du Christ et y devient personne (!) Avec les devoirs et les droits propres aux chrétiens, compte tenu de leur

position respective, dans la mesure où ils sont dans la communauté ecclésiastique et sinon on viole une sanction légalement imposée. Source: Extrait de la p. 28 en PDF (DE) Le Codex de droit canonique

http://www.documenta-catholica.eu/d_1983-01-25-%20Codex%20Iuris%20Canonici%20-%20GE.pdf

Le cours « Droit canonique pour les avocats » est proposé à l'Université de Vienne.

10) Etudes de mise en pratique

